

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les agents de change et les agents de change correspondants établis en Belgique sont habilités à ouvrir des comptes-épargne collectifs ou des comptes-épargne individuels suivant les conditions et modalités prévues à l'arrêté royal du 22 décembre 1986 instaurant un régime d'épargne du troisième âge ou d'épargne-pension, pour autant qu'ils exercent leur profession ou société conformément à l'article 73 du titre V du livre 1er du Code de commerce et qu'ils soient affiliés à la Caisse de garantie des agents de change.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 1987

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

MINISTÈRE DES FINANCES
ET MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

F. 87 — 195

27 JANVIER 1987. — Arrêté royal relatif à l'émission de l'emprunt 8 p.c. 1987-1995 du Fonds des Routes

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1955 relative au Fonds des Routes modifiée par les lois des 28 juillet 1962, 4 mars 1963, 6 juillet 1964, 25 janvier 1967, l'arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967, l'arrêté royal du 28 novembre 1969, les lois des 28 décembre 1973, 5 janvier 1977, 7 novembre 1979, 2 juillet 1981, l'arrêté royal du 10 décembre 1981, l'arrêté royal n° 183 du 30 décembre 1982 et de la loi du 9 juillet 1984;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les conditions d'émission d'un nouvel emprunt à émettre par ce Fonds;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Fonds des Routes est autorisé à émettre aux conditions déterminées ci-après, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 8 p.c. 1987-1995 ».

Art. 2. L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 5 000 francs, 10 000 francs, 25 000 francs, 50 000 francs, 100 000 francs et 500 000 francs.

Les coupures de 5 000 francs ne sont toutefois délivrées qu'à titre d'appoint.

Ces obligations portent intérêt au taux de 8 p.c. l'an à partir du 12 février 1987.

Les intérêts sont payables le 12 février des années 1988 à 1995.

Des obligations au porteur munies de sept coupons d'intérêt annuels pour les échéances du 12 février des années 1988 à 1994, l'intérêt de la dernière année étant payable sur présentation de l'obligation, seront délivrées aux souscripteurs au plus tard le 13 mai 1987.

Art. 3. Les obligations peuvent être converties par les porteurs en inscriptions nominatives. Les dispositions de l'arrêté royal du 6 août 1951, réglant le service de la dette publique sont applicables à ces inscriptions.

L'administration de la trésorerie, service de la dette inscrite, ouvrira un grand-livre spécial des obligations au porteur converties en inscriptions nominatives.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onzo in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in België gevestigde wisselagenten en wisselagenten-correspondenten zijn gerechtigd collectieve spaarrekeningen of individuele spaarrekeningen te openen onder de voorwaarden en modaliteiten als bepaald in het koninklijk besluit van 22 december 1986 tot invoering van een stelsel van derdeleefijds- of pensioensparen, voor zover zij hun beroep in vereniging uitoefenen overeenkomstig artikel 73 van titel V van boek I van het Wetboek van koophandel en aangesloten zijn bij de Waarborgkas van de wisselagenten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 1987

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

MINISTERIE VAN FINANCIËN
EN MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

N. 87 — 195

27 JANUARI 1987. — Koninklijk besluit betreffende de uitgifte van de 8 pct. lening 1987-1995 van het Wegenfonds

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 9 augustus 1955 tot instelling van het Wegenfonds, gewijzigd door de wetten van 20 juli 1962, 4 maart 1963, 6 juli 1964, 25 januari 1967, het koninklijk besluit nr. 41 van 29 september 1967, het koninklijk besluit van 28 november 1969, de wetten van 28 december 1973, 5 januari 1977, 7 november 1979, 2 juli 1981, het koninklijk besluit van 10 december 1981, het koninklijk besluit nr. 183 van 30 december 1982 en de wet van 9 juli 1984;

Overwegende dat de uitgiftevoorwaarden dienen bepaald van een nieuwe lening door dit Fonds uit te geven;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Wegenfonds wordt ertoe gemachtigd, tegen de hierna bepaalde voorwaarden, een binnenlandse lening, genaamd « 8 pct. lening 1987-1995 », uit te geven.

Art. 2. De lening is vertegenwoordigd door toonderobligaties groot 5 000 frank, 10 000 frank, 25 000 frank, 50 000 frank, 100 000 frank en 500 000 frank.

De coupures van 5 000 frank worden slechts als bijpassing afgeleverd.

Deze obligaties renten 8 pct. 's jaars vanaf 12 februari 1987.

De rente is betaalbaar op 12 februari van de jaren 1988 tot 1995.

Toonderobligaties, voorzien van zeven jaarlijkse rentecoupons voor de vervaldagen van 12 februari van de jaren 1988 tot 1994, de rente voor het laatste jaar betaalbaar zijnde tegen aanbieding van de obligatie, zullen ten laatste op 13 mei 1987 aan de inschrijvers worden afgeleverd.

Art. 3. De obligaties zijn door de houders omzetbaar in inschrijvingen op naam. De bepalingen van het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de dienst der staatsschuld zijn van toepassing op deze inschrijvingen.

De administratie der thesaurie, dienst van de ingeschreven schuld, zal een speciaal grootboek openen van de obligaties aan toonder die in inschrijvingen op naam worden omgezet.

Art. 4. L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, prenant cours le 12 février 1988 et augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est, selon un étalement annuel normal si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances détermine éventuellement sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut être poursuivi.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 12 février 1995 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant même taux d'intérêt, amortissables selon les mêmes modalités et remboursables au pair à la même échéance.

Art. 5. L'Etat se réserve le droit de rembourser par anticipation :

- à 102 p.c. le 12 février 1991;
- à 101,50 p.c. le 12 février 1992;
- à 101 p.c. le 12 février 1993;
- à 100,50 p.c. le 12 février 1994,

et moyennant un préavis d'un mois à publier au *Moniteur belge*, les obligations restant en circulation aux dates susmentionnées.

Art. 6. Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 7. Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province.

Art. 8. Les obligations de cet emprunt portent la griffe du Ministre des Travaux publics, chargé de la gestion du Fonds des Routes.

Elles sont revêtues du visa du Trésor et de celui de la Cour des Comptes.

Le visa du Trésor consiste dans l'apposition :

1. sur le manteau des titres, de la griffe du directeur général de la trésorerie et de celle de l'inspecteur général chargé du service de la dette au porteur, ainsi que du timbre du Ministère des Finances;

2. sur le recto de chacun des coupons, du timbre spécial de contrôle du Trésor.

Art. 9. La souscription publique aux obligations de cet emprunt sera ouverte le 30 janvier 1987; elle sera close le 11 février 1987. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

Les souscriptions reçues le jour de la clôture pourront éventuellement être soumises à répartition; dans ce cas, les sommes versées en trop par les souscripteurs leur seront restituées sans bonification d'intérêt.

Les souscriptions seront reçues à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province, chez les banques, banques d'épargne et agents de change établis en Belgique, ainsi que chez les établissements financiers du secteur public établis en Belgique qui sont autorisés à participer au placement de l'emprunt.

Art. 10. Les obligations de l'emprunt peuvent également être cédées ferme ou données en option, à des conditions à fixer par Notre Ministre des Finances.

Art. 11. Le prix d'émission sera fixé au plus tard le 20 janvier 1987. Il est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions, soit en espèces, soit en obligations de l'emprunt de l'Etat 9 p.c. 1979-1987, remboursables le 7 février 1987 et reprises suivant les modalités définies à l'article 12 ci-après.

Art. 12. Les obligations de l'emprunt de l'Etat 9 p.c. 1979-1987 remises en paiement de souscriptions sont déposées tous coupons détachés.

Elles sont reprises au pair de leur valeur nominale et donnent droit :

- 1^o à un même capital nominal d'obligations du nouvel emprunt;

Art. 4. De lening wordt afgelost overeenkomstig onderstaande modaliteiten.

Een jaarlijkse dotatie van 5 pct. van het uitgegeven nominaal kapitaal, die op 12 februari 1988 aanvangt en ieder jaar vermeerderd met de rente van de afgeloste kapitalen, wordt op grond van een normale jaarsproeiing, zo nodig aangepast aan de markttoestand, aangewend tot terugkoop van de obligaties tegen koersen die het pari van de nominale waarde niet overschrijden.

Indien de koers het pari overtreft, bepaalt Onze Minister van Financiën eventueel onder welke voorwaarden de aflossing door terugkoop mag worden voortgezet.

Het niet gebruikte gedeelte van de aflossingsdotaties wordt niet overgebracht.

De op 12 februari 1995 in omloop blijvende obligaties zijn op die datum terugbetaalbaar tegen pari van hun nominale waarde.

De aflossingsdotaties van deze lening mogen samengevoegd worden met die van andere leningen uitgegeven tegen dezelfde rentevoet, aflosbaar volgens dezelfde modaliteiten en terugbetaalbaar tegen pari op dezelfde vervaldag.

Art. 5. De Staat behoudt zich het recht voor, vervroegd terug te betalen tegen :

- 102 pct. op 12 februari 1991;
- 101,50 pct. op 12 februari 1992;
- 101 pct. op 12 februari 1993;
- 100,50 pct. op 12 februari 1994,

mits een in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken opzegging met één maand, van de op de bovenvermelde data in omloop blijvende obligaties.

Art. 6. De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties worden door de Staat gewaarborgd.

Art. 7. De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties geschieden aan de loketten van de Rijkskassier bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad.

Art. 8. De obligaties van deze lening dragen de naamstempel van de Minister van Operbare Werken, die met het beheer van het Wegenfonds belast is.

Zij dragen het visum van de Schatkist en dat van het Rekenhof.

Het visum van de Schatkist bestaat in het aanbrengen :

1. op de mantel van de effecten, van de naamstempel van de directeur-generaal van de thesaurie en van de inspecteur-generaal belast met de dienst van de schuld aan te onder, alsmede van het zegel van het Ministerie van Financiën;

2. op de voorzijde van elke coupon, van de speciale controlestempel van de Schatkist.

Art. 9. De openbare inschrijving op de obligaties van deze lening wordt opengesteld op 30 januari 1987; zij wordt afgesloten op 11 februari 1987. Aan de inschrijving kan echter vóór laatstvermelde datum een einde worden gesteld.

De op de sluitingsdag ontvangen inschrijvingen mogen eventueel verhoudingsgewijze verdeeld worden; in dat geval worden de door de inschrijvers te veel gestorte sommen hun zonder rentevergoeding terugbetaald.

De inschrijvingen worden aanvaard bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad, bij de in België gevestigde banken, spaarbanken en wisselagenten, alsmede bij de in België gevestigde financiële instellingen van de openbare sector die gemachtigd zijn om aan de plaatsing van de lening deel te nemen.

Art. 10. De obligaties van de lening kunnen eveneens vast afgegaan of in optie gegeven worden tegen de door Onze Minister van Financiën vast te stellen voorwaarden.

Art. 11. De uitgifteprijs zal ten laatste op 20 januari 1987 vastgesteld worden. Hij is volledig te betalen op het ogenblik van de indiening der inschrijvingen, hetzij in speciaal, hetzij in obligaties van de 9 pct. Staatslening 1979-1987, terugbetaalbaar op 7 februari 1987 en die aanvaard worden overeenkomstig de in onderstaand artikel 12 bepaalde modaliteiten.

Art. 12. De ter betaling van inschrijvingen aangeboden obligaties van de 9 pct. Staatslening 1979-1987 worden teruggenomen, alle coupons afgeknipt.

Zij worden aanvaard tegen het pari van hun nominale waarde en geven recht op :

- 1^o een zelfde nominaal kapitaal in obligaties van de nieuwe lening;

2° au paiement en espèces :

- a) de l'intérêt de la dernière année;
- b) d'une bonification d'intérêt pour la période du 7 au 11 février 1987 inclus, fixée par tranche de 10 000 francs d'obligations déposées, à 11,10 francs avant tous impôts sur les revenus ou à 8,30 francs après déduction du précompte mobilier;
- c) de la différence éventuelle entre la valeur de reprise des obligations déposées et le prix d'émission du nouvel emprunt si celui-ci est fixé en dessous du pair de la valeur nominale.

Toutefois, si le prix d'émission du nouvel emprunt est fixé au-dessus du pair de la valeur nominale, la différence entre le prix d'émission et la valeur de reprise des obligations déposées doit être versée en espèces par le souscripteur.

Art. 13. Il est alloué une commission de 1,20 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et banques d'épargne visés à l'article 9 ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 janvier 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Le Ministre des Travaux publics,
L. OLIVIER

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 87 — 196

10 DECEMBRE 1986. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 26 juin 1986, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, modifiant la convention collective de travail du 26 juin 1979 instituant un Fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 26 juin 1979, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, instituant un Fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 22 octobre 1979, notamment les articles 3 et 14 des statuts;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 janvier 1958, *Moniteur belge* du 7 février 1958.

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 22 octobre 1979, *Moniteur belge* du 28 novembre 1979.

2° de betaling in speciën :

- a) van de rente voor het laatste jaar;
- b) van een rentevergoeding, voor de periode van 7 tot en met 11 februari 1987, vastgesteld per tranche van 10 000 frank neergelegde obligaties, van 11,10 frank vóór alle belastingen op de inkomsten of 8,30 frank na aftrek van de roerende voorheffing;
- c) van het eventuele verschil tussen de waarde van de terugnemning van de neergelegde obligaties en de uitgifteprijs van de nieuwe lening indien deze beneden het pari van de nominale waarde wordt vastgesteld.

Indien de uitgifteprijs van de nieuwe lening vastgesteld wordt boven het pari van de nominale waarde, dient het verschil tussen deze uitgifteprijs en de waarde van terugnemning van de neergelegde obligaties door de inschrijver gestort te worden in speciën.

Art. 13. Aan de in artikel 9 bedoelde banken, wisselagenten en spaarbanken, alsmede aan de financiële instellingen van de openbare sector wordt een commissieloon van 1,20 pct. op het door hun toedoen ingetekend nominaal kapitaal toegekend.

Een commissieloon van 1 pct. mag aan de institutionele beleggers worden toegekend.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Openbare Werken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 januari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

De Minister van Openbare Werken,
L. OLIVIER

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 87 — 196

10 DECEMBER 1986. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 1986, gesloten in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 1979 tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 1979, gesloten in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 oktober 1979, inzonderheid op de artikelen 3 en 14 van de statuten;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 januari 1958, *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 22 oktober 1979, *Belgisch Staatsblad* van 28 november 1979.